

Direction Commande publique

OBJET : CONCLUSION D'UN AVENANT N° 2 (DE REGULARISATION) AU
MARCHE ' TRAVAUX D'ACCESSIBILITE DANS LE CADRE DE L'AGENDA
PROGRAMMEE ' N°202209

Le Maire de la Commune d'Annonay,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n°CM-2020-96 du 03 juillet 2020 donnant délégation de pouvoirs au Maire par le Conseil Municipal en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat,

Vu la délibération n° CM-2020-214 du 07 décembre 2020 portant constitution d'un groupement de commandes permanent entre la Ville d'Annonay, son centre communal d'action sociale, Annonay Rhône Agglo et désignation de la Ville d'Annonay comme coordonnateur dans le cadre du présent marché,

Vu la décision n° DM-2022-143 du 21 juin 2022 relative à l'attribution du marché,

Vu la décision n° DM-2023-30 du 13 mars 2023 relative à la conclusion d'un avenant n°1,

Considérant que le groupement de commandes souhaite régulariser les plus et moins-values dans le cadre du présent marché,

DECIDE

Article 1

La conclusion d'un avenant n°2 au marché « travaux d'accessibilité dans le cadre de l'agenda programmée (AD'AP) » avec la société PETRUS CROS SN sise ZI Dorian – 7 rue Basse Ville – BP 55 à FIRMINY (42702) pour un montant de 9 168,00 euros HT, soit 11 001,60 euros TTC.

Le nouveau montant du marché est de 85 575,00 € HT, soit 102 690,00 euros TTC.

Article 2

La présente décision sera transmise à Monsieur le Trésorier Principal et notifiée à la société désignée ci-dessus.

Article 3

Ampliation de la présente décision sera déposée à la Sous-préfecture de Tournon-sur-Rhône.

Article 4

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de son dépôt à la Sous-Préfecture de Tournon le /2023 et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.